

7. 100 ANS DE SOCIALISME BELGE (1985)

Outre la publication d'un volume de prestige et de onze monographies historiques par Fédération d'arrondissement, le PS et les Socialistes flamands organisèrent ensemble en 1985 pour le centenaire du POB, à la Bibliothèque royale à Bruxelles, une vaste exposition rétrospective. Dans le copieux catalogue de celle-ci, je fus notamment chargé de mettre la dernière main à la version française des sept textes introductifs de ce produit bicommunautaire conçu à neuf têtes et en deux langues. Ci-dessous rassemblés, ils forment une synthèse rapide de l'histoire du socialisme belge.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

La présence de ressources naturelles déjà exploitées, l'existence d'un capitalisme commercial séculaire disposant de moyens financiers importants, l'abondance de main-d'oeuvre liée à l'accroissement de la population, la haute spécialisation d'une frange de l'artisanat et l'adoption rapide de nouvelles techniques en provenance d'Angleterre, conjugués aux principes d'une idéologie libérale conquérante et à l'attitude positive des différents gouvernants, apparaissent comme autant d'éléments déterminants dans le développement économique des régions qui formeront la Belgique de 1830.

La révolution industrielle belge, première du continent, après une période préparatoire de 1770 à 1798, connaît dans les années suivantes une phase de développement à partir des pôles moteurs constitués par l'industrie cotonnière à Gand, drapière à Verviers, métallurgique et verrière à Liège et Charleroi, charbonnière enfin dans les bassins liégeois, carolorégiens et borains. Après l'indépendance, l'industrie est progressivement dominée par la haute finance bruxelloise et, entre 1840 et 1847, passe à un stade de consolidation, point de départ d'une croissance continue jusqu'en 1873. Ce processus dont les acteurs sont Simonis et Biolley à Verviers, Cockerill, Orban et Lamarche à Liège, Degorge-Légrand dans le Borinage, suivis bientôt par les Gendebien et Puissant à Charleroi, les Warocqué à Mariemont, les Braconier et Nagelmackers à Liège ... , et auquel l'Etat a participé de façon déterminante en se lançant, dès 1834, dans la construction d'un réseau de chemin de fer, se caractérise par l'introduction massive du machinisme, l'utilisation grandissante de la force motrice, la mise en place d'industries mécanisées, le développement des moyens de communication et par conséquent des échanges commerciaux, mais aussi par la constitution d'importants groupes financiers tels la Société Générale ou la Banque de Belgique et la conversion des entreprises familiales en sociétés anonymes. La formation de ce capitalisme national entraîne une nouvelle structuration des classes sociales.

Au sommet de la hiérarchie les sphères dirigeantes, - composées à la fois de bourgeois, fabricants, banquiers, commerçants mais également de juristes, parlementaires, hommes de loi et de membres de l'ancienne noblesse s'adonnant aux affaires -, sont unies par des liens familiaux et des intérêts convergents et concentrent dans leurs mains le pouvoir économique, financier et politique. A la base, le prolétariat est en prise à une profonde mutation: alors qu'en 1846 on dénombre 300.000 ouvriers de fabrique, 20 ans plus tard on en recense un demi-million de plus. L'augmentation se produit dans les bassins wallons qui, en pleine expansion économique, absorbent la population excédentaire des villes et des campagnes, alors que la Flandre non-industrialisée stagne. À la concentration industrielle correspond la concentration démographique que la crise agricole de 1880-1895 viendra accentuer et qui continuera à se manifester jusqu'au début du XX^e siècle. La mise au travail de cette main-d'oeuvre abondante, peu coûteuse et désarmée, se déroule dans des conditions de misère et d'oppression que révèlent les enquêtes de 1843 sur la condition ouvrière et de 1870 sur le travail des enfants, ainsi que les descriptions des contemporains.

L'industrialisation qui, durant la première moitié du XIX^e siècle, n'a entraîné aucune résorption du paupérisme déjà existant, engendre en revanche l'aliénation croissante des travailleurs à la merci de l'arbitraire patronal et des vicissitudes de la vie économique périodiquement en crise comme c'est le cas pendant les années 1873-1895. Simples rouages, les ouvriers, parmi lesquels on compte une proportion non négligeable de femmes et d'enfants, connaissent une existence particulièrement pénible : journées de 12 à 14 heures de travail, salaires insuffisants, habitations surpeuplées, exiguës et dépourvues de toute commodité, alimentation pauvre et mal équilibrée ... Cette situation qui provoque l'extension de fléaux tels que la prostitution et l'alcoolisme et qui se traduit par une grande vulnérabilité aux maladies et des taux de mortalité élevés, ne retient pas l'attention des gouvernements bourgeois préoccupés par leurs seuls intérêts.

L'état d'infériorité sociale se double d'une infériorité politique et juridique: le droit de vote, basé sur le cens, n'est réservé qu'à une minorité, - 40.000 électeurs en 1830, 100.000 en 1848 sur 4 millions d'habitants -, partis catholique et libéral détiennent alternativement le monopole exclusif du pouvoir jusqu'en 1914, la législation interdisant les coalitions ne sera abrogée qu'en 1866 et le livret d'ouvrier obligatoire, sorte de "passeport" que le détenteur était tenu de présenter lorsqu'il souhaitait se faire embaucher, reste en vigueur jusqu'en 1883. C'est de ce réseau serré de contraintes que l'ouvrier va tenter de s'affranchir. Après plusieurs tentatives infructueuses liées à la fois au manque de maturité d'un prolétariat maintenu volontairement dans l'ignorance, mais surtout à la capacité de réaction et à la cohésion d'un système capitaliste qui a su s'imposer tous azimuts,

la classe ouvrière va progressivement s'organiser. La création des premiers syndicats à la fin des années 1850, de la section belge de l'Association Internationale des Travailleurs en 1865, des partis socialistes flamand et brabançon en 1877 et enfin du Parti Ouvrier Belge constituent les principaux jalons de cette émancipation.

RÉVOLTES ET ORGANISATION (1830-1894)

Durant la période 1830-47, il n'existe pas encore de résistance ouvrière massive et organisée pour combattre les injustices sociales et la structure antidémocratique du pouvoir. Les quelques mouvements coordonnés de protestation - que l'on peut appeler présocialistes - regroupent des travailleurs des secteurs de l'artisanat et sont dominés par des intellectuels issus de la classe moyenne. Ces premiers militants n'ont guère de contacts avec les masses ouvrières. Au milieu du 19^e siècle, la crise économique provoque une augmentation sensible des actes spontanés de résistance. Cependant, chaque action est réprimée par une bourgeoisie combative, à présent consciente de former une classe. Cet engrenage de résistance et de réaction endurcie va accélérer la prise de conscience ouvrière. Le prolétariat d'usine est le premier à rejoindre le mouvement. C'est dans ce milieu que se développent alors des organisations et des idéologies nouvelles.

Via ces groupes, l' "Association Internationale des Travailleurs" (fondée à Londres en 1864) pénètre en Belgique dès 1865. L'Internationale commence par organiser les masses ouvrières dans tout le pays et développer leur conscience de classe. Du point de vue tactique, l'AIT s'oppose aux grèves spontanées de résistance visant des améliorations immédiates; elle place toute son action dans la perspective d'une réforme radicale de la société, dans un esprit socialiste: on tentera de s'emparer du pouvoir, par la révolte et la grève, pour changer radicalement la structure de la propriété et du pouvoir lui-même. Les avis sont très partagés sur l'opportunité de cette tactique.

L'échec de la Commune de Paris (1871) apporte de l'eau au moulin de ceux qui condamnent la révolution violente et veulent arriver au socialisme par une réforme méthodique du régime existant. Mais pour fonder cette démocratie sociale, il faut d'abord organiser entièrement la classe ouvrière. De fortes organisations économiques, sociales et politiques devraient préparer celle-ci à la prise définitive du pouvoir. Outre la création d'un Parti ouvrier, cette stratégie réformiste a pour objectif majeur l'instauration du suffrage universel.

Peu à peu, après la quasi disparition de l'AIT, le camp social-démocrate renforce sa position dans le mouvement ouvrier (dans les villes, il s'appuie sur la très forte tradition syndicale de la petite industrie). En 1875, les diverses associations professionnelles encore existantes à Bruxelles y fondent la "Chambre de Travail". Lorsqu'un peu plus tard celle-ci s'occupe du problème du travail des femmes et des enfants, elle prend contact avec les groupes gantois et anversois pour organiser des meetings et lancer une pétition. Suite à ces contacts, un Congrès des Associations ouvrières se tient à Gand en avril 1877 ; il a à l'ordre du jour la formation d'une "Union Ouvrière Socialiste Belge". On y aboutit à un accord de principe, mais l'examen d'un programme et de statuts est reporté à une nouvelle réunion prévue à Bruxelles en juin 1877. Celle-ci échoue en raison du refus des délégués de Verviers et du Hainaut (restés fidèles aux conceptions révolutionnaires de l'Internationale) de se lancer dans l'action politique telle que proposée par les militants flamands et bruxellois.

Cet échec amène les socialistes flamands à fonder un "Parti Ouvrier Socialiste Flamand" (Anvers, 1877). Bruxelles suit quelques semaines après en créant le "Parti Socialiste Brabançon". Cette volonté d'organiser la classe ouvrière pour l'action politique aboutit en 1879 à la fusion des deux partis en un "Parti Socialiste Belge" (P.S.B.), censé devenir l'expression politique de tous les travailleurs. Mais bon nombre d'associations ouvrières refuseront de s'affilier au P.S.B., ayant même plutôt tendance à naviguer dans les eaux du progressisme libéral, et les groupes wallons subsistants restent pour la plupart, pour d'autres motifs, à l'écart du P.S.B.

Afin d'élargir ses organisations, le mouvement ouvrier accueille de nombreux bourgeois progressistes et radicaux. Mais surtout, il entreprend, à l'initiative de militants bruxellois, une série de nouvelles tentatives pour aboutir à la constitution d'un parti ouvrier vraiment implanté dans tout le pays. Cet objectif est atteint en 1885 lorsque plusieurs groupes wallons s'unissent aux groupes flamands et bruxellois pour créer le "Parti Ouvrier Belge" (P.O.B.).

Il n'empêche que les ouvriers de l'industrie lourde wallonne restent fortement imprégnés des idées anarchistes héritées de l'AIT. Cela se traduit dans des grèves sauvages - auxquelles la bourgeoisie oppose une répression aiguë, développant encore davantage par là la conscience de classe de ces travailleurs. Une nouvelle "explosion sociale" se produit ainsi en Wallonie en mars 1886. Durant celle-ci, le P.O.B. manifeste clairement son aversion à la violence. Parce que, jeune parti, il craint de disparaître en cas d'échec d'un mouvement prématuré et inorganisé (et avec lui ses institutions coopératives et mutualistes), le P.O.B. n'approuve pas ces grèves et plus tard il exclut le leader hennuyer A. Defuisseaux qui pousse à la grève générale immédiate. Celui-ci fonde aussitôt, avec notamment la majorité des groupes socialistes du Hainaut, un "Parti Socialiste Républicain" (1887), beaucoup plus radical.

Après un intense travail de propagande, le P.S.R. tente de déclencher la grève générale à la fin de 1888. L'échec du mouvement fait percevoir aux ouvriers borains les faiblesses de leur organisation. Le P.S.R. est en outre déconsidéré quand il apparaît, lors du procès du "Grand Complot", que des indicateurs et des membres de la Sécurité de l'Etat se sont infiltrés dans ses rangs. Une large solidarité socialiste se développe alors, elle

aboutit à la réintégration des "socialistes républicains" dans le P.O.B. en 1889.

La stratégie de la grève générale pour l'obtention du suffrage universel (le P.O.B. se disant prêt à recourir à cette "arme suprême" si nécessaire) marque le début d'un compromis entre révolutionnaires et réformistes, confirmé en 1890 par le "Serment de St-Gilles". Ce compromis idéologique va se manifester de manière significative dans la déclaration de principes adoptée à Quaregnon lors du Congrès du P.O.B. tenu en 1894. Soucieux de préserver l'unité entre les diverses tendances, E. Vandervelde a rédigé un texte de compromis.

Celui-ci représente un apport important du progressisme social humanitaire (la révolution doit commencer dans les mentalités) et met clairement l'accent sur les réalisations politiques et sociales pacifiques dans le cadre du droit démocratique bourgeois (suffrage universel, enseignement obligatoire et gratuit, législation sociale, etc.). Mais le vieil idéal révolutionnaire se retrouve dans certains passages du texte (acceptation du principe de la lutte des classes, monde ouvrier présenté comme moteur de celle-ci, collectivisme, société sans classe).

L'ÉMANCIPATION (1894-1914)

Résultat de la grève générale de 1893 pour le suffrage universel, les premières élections sous le régime du vote plural, le 14 octobre 1894, donnent au P.O.B. un élan considérable. Elles permettent l'entrée de 28 députés et de 2 sénateurs socialistes au Parlement. Cette victoire surprend tout autant qu'elle inquiète les milieux conservateurs, car elle implique de nombreux changements, non seulement au niveau de la politique belge, à laquelle peut désormais prendre part la classe ouvrière, mais également au sein même du Parlement, où l'arrivée des députés socialistes - dont plusieurs sont des ouvriers marbriers, verriers, mineurs... - bouleverse considérablement la physionomie des débats. La même année, le Parti adopte la Charte de Quaregnon, base doctrinale nécessaire à son action. Celle-ci se renforce sur de nombreux terrains.

Un nombre considérable de coopératives voient le jour entre 1894 et 1914, et certaines deviennent des sociétés importantes. Outil d'émancipation économique pour les travailleurs, elles jouent aussi un rôle politique et culturel important au sein du monde socialiste, dont elles sont la véritable épine dorsale durant cette période. Disposant uniquement des cotisations des affiliés et ne bénéficiant pas de l'aide des pouvoirs publics, les sociétés mutualistes socialistes connaissent un succès beaucoup plus mitigé. Elles ne sont en réalité que des caisses de solidarité, alimentées plus ou moins régulièrement par des travailleurs, dont les ressources matérielles et morales ne permettent pas, ou peu, de se prémunir contre des risques potentiels de maladie ou d'accident, et pour qui la retraite est une perspective lointaine.

Les syndicats en sont toujours à leurs premiers balbutiements, et leur organisation encore très faible, en affiliés comme en structures, reste à la merci de la répression patronale. Une grande partie d'entre eux sont constitués comme caisse de résistance, mais la faiblesse de leurs moyens leur crée des difficultés pour soutenir les travailleurs en cas de grève ou de conflit. Progressivement pourtant, la centralisation syndicale va s'opérer, dans les dernières années précédant la première guerre mondiale.

Cet éventail d'organisations, auxquelles viennent s'ajouter les groupements féminins, culturels, de jeunesse... convergent vers le noyau unique qu'est le P.O.B., lequel détermine toute l'action de la classe ouvrière socialiste, et l'oriente principalement dans deux directions. La première et la plus importante est la conquête du suffrage universel pur et simple, qui apparaît aux yeux des socialistes comme la clé de toutes les réformes. Cette revendication catalyse toutes les volontés et est à la base des temps forts qui émaillent la vie politique de l'époque.

1902 voit une nouvelle grève générale en faveur du S.U. Les libéraux et les socialistes avaient conclu un accord électoral sur base du S.U. et de l'instruction obligatoire, afin de mettre un terme à la majorité catholique en place depuis 1884. Dans les milieux socialistes, où la stagnation aux élections de 1898 et le désir d'arriver rapidement au S.U. avaient été particulièrement ressentis, les esprits s'échauffent. Les ouvriers descendent dans la rue et le Conseil Général du P.O.B. vote la grève générale, le 14 avril. Les libéraux rompent l'alliance. Le gouvernement tenant bon, la reprise du travail est décrétée par les socialistes, le 20; cet échec sera durement ressenti au sein du P.O.B. pendant plusieurs années.

Pour les élections de 1912, un grand cartel est conclu entre libéraux et socialistes sur la base d'une formule de S. U., de l'instruction obligatoire et de quelques réformes sociales. Le scrutin du 2 juin entraîne la remontée de la majorité catholique de 6 à 16 voix. Comme en 1902, certains électeurs libéraux, craignant l'alliance de leur parti avec les socialistes, ont reporté leur vote sur des candidats de la droite catholique. La déception est grande parmi la classe ouvrière, qui escomptait une victoire éclatante et le P.O. envisage la grève générale. Après des mois de préparation, elle se déroule, du 14 au 24 avril 1913, de manière calme et massive. Le conflit se dénoue sur la base d'un compromis au niveau parlementaire. Il faudra cependant attendre la fin de la première guerre mondiale pour que le suffrage universel soit adopté.

Effrayé par la violence et la spontanéité des émeutes populaires de 1886, le gouvernement avait envisagé un premier train de (petites!) réformes sociales, de 1887 à 1890. Après 1894, le rythme des réformes s'accélère. En matière de pension, maladie, invalidité, ou de chômage, le gouvernement intervient en donnant des primes

ou des subsides à des sociétés mutuelles ou syndicales préalablement reconnues, mais ces sociétés ne couvrent pas nécessairement tous les risques. Par ailleurs, les patrons restent en dehors de toute participation financière à un système d'assurance, sauf certains qui, par paternalisme, organisent eux-mêmes des caisses de secours au sein de leur entreprise, ou interviennent pécuniairement pour aider des caisses fondées par des ouvriers non engagés dans le mouvement socialiste.

Le gouvernement concilie donc le principe de la non-intervention de l'Etat dans les affaires privées et la nécessité de redresser la situation de la classe ouvrière en instaurant un régime "d'interventionnisme mitigé et de liberté subsidiée". En 1914, la situation de l'ouvrier s'est fortement améliorée par rapport à 1886, mais la question sociale n'en est pas pour autant résolue, et bien des lacunes subsistent; les lois votées sont de première nécessité et améliorent de façon élémentaire une situation catastrophique. Ce n'est qu'au lendemain de la première guerre mondiale que la législation sociale sera réellement modifiée de manière favorable à la classe ouvrière.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Lorsque l'armée allemande envahit la Belgique en août 1914 et contraint l'armée belge à se retrancher derrière l'Yser, les groupes militaires et conservateurs ne sont pas seuls à éprouver des sentiments patriotiques. Au moment de l'invasion, les leaders socialistes se rangent aux côtés du gouvernement, approuvent la mobilisation et participent à la solidarité nationale. Cette attitude patriotique, qui est en fait dans la ligne politique du P.O.B., atténue la méfiance que les forces conservatrices nourrissaient à l'égard du Parti.

Cette collaboration politique prouve bien que le socialisme belge se considère comme partie intégrante du régime et veut agir en tant que tel. L'opposition à cette guerre entre puissances capitalistes est trop marginale au sein du Parti pour empêcher la nomination en 1914 d'Emile Vandervelde comme ministre d'Etat et sa participation deux ans plus tard au gouvernement de Broqueville, installé au Havre. L'Union Sacrée domine tant dans les cercles gouvernementaux qu'au "Comité National de Secours et d'Alimentation", créé en septembre 1914 en Belgique occupée. Dans ce comité, catholiques, libéraux et socialistes tentent de trouver ensemble des solutions aux problèmes de ravitaillement et de chômage. Le P.O.B. exige toutefois que sa collaboration soit compensée par l'octroi de l'égalité politique - dont on s'occupera effectivement après la guerre.

À la suite de la politique de tractations menée par des socialistes internationalistes à Stockholm en 1917, essentiellement pour mettre un terme au massacre de la classe ouvrière, le pacifisme provoque au sein du P.O.B. un débat dans lequel les avis sont très partagés. En dépit de ses efforts, Camille Huysmans (toujours secrétaire de l'Internationale Socialiste) ne parviendra pas à convaincre le Parti d'opter pour les négociations: il restera fidèle à l'attitude gouvernementale.

Dans l'immédiat après-guerre, la politique du P.O.B. est dictée par les mêmes motifs qui l'avaient poussé à collaborer de 1914 à 1918. Le P.O.B. revient à présent au gouvernement pour contribuer à relancer la vie économique et maintenir la paix politique et sociale. Durant cette période, caractérisée par une extension du mouvement socialiste dans toute l'Europe, on accueille favorablement une série d'exigences socialistes, dont l'instauration du suffrage universel pur et simple est certes la plus importante.

Un léger recul se produit après 1920, parce que les forces conservatrices tentent de regagner les positions qu'elles ont abandonnées juste après la guerre par peur d'insurrections révolutionnaires. Le P.O.B. qui a réalisé en grande partie son programme social, doit désormais en assurer la défense. Dans une période de récession économique avec un taux de chômage et d'inflation élevés, les alternatives que proposent les socialistes ne correspondent pas à celles des employeurs qui veulent une prolongation du temps de travail et une baisse des salaires. Au sein du gouvernement, la fraction libérale prend prétexte de la participation d'un ministre socialiste à une manifestation antimilitariste pour repousser le P.O.B. dans l'opposition. C'est à ce moment que la fissure apparue au sein du mouvement ouvrier durant la guerre aboutit à la création, en Belgique comme ailleurs, d'un Parti Communiste (1921).

Aux élections qui ont lieu un mois après la démission des ministres socialistes, le Parti subit sa première défaite (1921). Au Parlement, les représentants socialistes manifestent une opposition conséquente au gouvernement catholique-libéral, qui devient de plus en plus antisocial (il combat notamment la journée des huit heures). Après les élections de 1925, que le P.O.B. remporte nettement, les socialistes sortent de leur isolement pour constituer un gouvernement avec des catholiques progressistes: le gouvernement Poulet-Vandervelde porte clairement la marque du programme électoral socialiste et les ministres socialistes y revendiquent les postes clés. Mais sous la pression des forces conservatrices, il ne tiendra que pendant onze mois.

Pour préserver le pays du chaos financier, le P.O.B. se montre prêt à apporter son concours à un gouvernement d'union nationale. Cette collaboration dure jusqu'en octobre 1927 et permet effectivement de sauver le franc. Pour assainir les finances publiques, on décide à l'époque de lancer un grand emprunt garanti par les chemins de fer, au bénéfice d'une Société Anonyme: c'est déjà difficile à accepter pour les socialistes. Mais lorsque le Ministre de la Défense Nationale propose une réforme militaire allant carrément à l'encontre de la réduction du temps de service proposée par le P.O.B., c'est la rupture.

Le Parti se retrouve pendant plusieurs années dans l'opposition. Mais s'ils sont hors du gouvernement, les socialistes n'en constituent pas moins une puissance importante dans le pays. Ils participent à la direction des affaires de bon nombre de communes et de plusieurs provinces. C'est surtout au niveau social et culturel que les mandataires socialistes ont beaucoup réalisé ou apporté leur contribution: on cite souvent en exemple le travail de la majorité socialiste de la province du Hainaut. Toutefois, ce n'est pas uniquement par l'exercice du pouvoir que l'on obtient beaucoup de résultats. Le travail à l'intérieur des organes du Parti contribue, lui aussi, largement à la formation générale des membres. Par ailleurs, une série de directeurs de sociétés coopératives se laissent gagner à l'optimisme qui caractérise cette période de forte expansion économique. C'est ainsi que se constitue un véritable empire "socialiste", chapeauté par une "Banque du Travail". L'échec de cette banque en 1934 met fin à ce bond coopératif. Le désarroi qui en résulte est cependant vite amorti par l'enthousiasme que suscite le "Plan du Travail".

Dans l'opposition, le P.O.B. n'était pas parvenu à retrouver son dynamisme: le nombre de membres des organisations socialistes avait diminué (légèrement) et le Parti avait subi une seconde défaite électorale en 1929. On ne semblait pas ressentir, durant cette période de prospérité, le besoin d'une alternative socialiste. Mais le P.O.B. ne parvint pas non plus à tirer parti de la dépression économique qui survint peu après (± 1930), et vis-à-vis de laquelle il resta impuissant. Le Parti se limitait alors dans ses actions à mettre en lumière le sort de la classe ouvrière. Entre-temps, il semblait s'être aussi coupé de la base, et c'est dans cette optique qu'il faut voir les grèves sauvages de 1932 et le succès de la gauche, au sein du Parti également. Cette crise profonde dans l'histoire du mouvement socialiste - qui se manifeste aussi dans d'autres pays - coïncide avec la montée d'idées nouvelles destinées à mettre fin à la crise économique: la planification économique. On doit à H. De Man d'avoir résumé cette pensée planiste et de l'avoir intégrée dans une théorie socialiste plus générale. Il n'est donc pas étonnant que le P.O.B. lui ait demandé de concevoir un plan concret pour la Belgique. Celui-ci sera accepté avec enthousiasme lors du Congrès de Noël 1933. Durant les mois qui suivront, l'activité du Parti sera totalement dans la ligne de l'action pour le Plan. Différents courants à l'intérieur du P.O.B. retrouveront dans cette action la motivation et l'enthousiasme du travail commun.

Le P.O.B. met son Plan au service des partis gouvernementaux, qui continuent à lutter vainement contre la crise. En effet, leur politique déflationniste (favorable à une hausse de la monnaie par une limitation de son usage) a totalement échoué: le "gouvernement des banquiers" doit céder la place à un ministère qui dévalue le franc pour relancer la vie économique alors complètement au point mort. Cette situation grave et la menace croissante que représentent pour la démocratie les succès du fascisme à l'intérieur et à l'extérieur du pays amènent le P.O.B. à prendre part au premier gouvernement van Zeeland (1935-36). Celui-ci reprend quelques mesures conjoncturelles du Plan et réalise ainsi un début de politique économique. Les élections de 1936 démontrent combien les forces antidémocratiques peuvent compter sur une clientèle croissante: le succès du rexisme en est l'illustration la plus claire. Une radicalisation de la tendance de gauche du P.O.B. et son inclination à suivre l'exemple du Front Populaire français (collaboration entre socialistes et communistes) semblent en être les conséquences.

Entretemps, les ouvriers sont eux-mêmes passés à l'action: une grève générale éclate spontanément. Les ouvriers entendent réagir ainsi au chômage élevé qui perdure depuis de longues années, à la baisse des salaires et à l'arrêt des améliorations sociales, autant de maux auxquels selon eux, on n'a pas encore remédié beaucoup malgré la reprise économique. La grève est couronnée de succès: le nouveau gouvernement van Zeeland réunit pour la première fois une Conférence Nationale du Travail, qui aboutit rapidement à un accord sur les exigences formulées entre-temps par les syndicats. L'octroi d'une semaine de congés payés est le résultat le plus spectaculaire.

Avec l'aide de Paul-Henri Spaak (entre autres), Henri De Man prône la transformation du P.O.B. de parti de classe en parti de masse, et de parti d'opposition en parti gouvernemental, dans une doctrine baptisée « socialisme national ». Ces idées rencontrent une forte résistance à l'intérieur du P.O.B., notamment chez le président du Parti lui-même, E. Vandervelde. Les discussions internes provoquent un malaise qui aboutit à la démission de Vandervelde du gouvernement, après un conflit avec Spaak, qui, en tant que ministre des Affaires Etrangères, s'efforce de nouer des relations avec le gouvernement de Franco en Espagne. C'est dans la ligne de cette évolution de la direction du P.O.B. que l'on peut situer les événements qui se produiront après l'invasion allemande de mai 1940: dans son manifeste du 28 juin, De Man exhortera les socialistes à participer, dans un parti groupé autour de la Couronne, à une régénération nationale en collaboration avec les autres « forces vives » de la nation.

LA RESISTANCE SOCIALISTE (1940-1944)

La débâcle militaire, le départ du gouvernement et la décomposition de l'administration suivis de l'annonce de la capitulation de l'armée et de l'appel du roi demandant au peuple belge de se remettre au travail laissèrent la population désarmée et la plongèrent dans un état de prostration dont elle mit quelque temps à sortir. Dans le monde socialiste qui se trouvait privé du soutien de ses structures "habituelles" après la dissolution du P.O.B. par son président H. De Man, l'exode de nombreux dirigeants vers la France puis l'Angleterre et l'attente de

certaines autres accentuèrent encore l'effet désastreux de la défaite.

Néanmoins des réactions virent très tôt le jour. Ainsi, à l'initiative de quelques J.G.S. et d'hommes issus de la gauche de l'ancien P.O.B, se créèrent, peu après les débuts de l'occupation, les premiers noyaux de résistance. Ils oeuvrèrent dans deux directions: les opérations contre l'occupant et la reconstruction du parti. En raison des circonstances, la restructuration du parti se fit en plusieurs étapes et résulta de la convergence de différents mouvements. Le groupe qui s'était formé à Liège autour de René Delbrouck, et qui sera à la base du futur comité fédéral du Parti, nouera des contacts avec celui de Bruxelles rassemblé par Camille Van Eukem. Ils constituèrent ensemble, début '41, le Mouvement socialiste belge. Leurs principaux représentants se réunirent en congrès à Burnot-Rivière pour discuter des questions doctrinales et tactiques. Parallèlement, des jeunes militants, en majorité flamands, accomplirent la même démarche et établirent, en juin 1940, un comité de coordination.

L'entrée dans la clandestinité d'anciens dirigeants, comme A. Van Acker et A. Delattre, leur conféra une légitimité qui les autorisa à fonder officiellement en 1942, le Parti Socialiste Belge, désormais dirigé par un Exécutif de onze membres dont dépendaient trois régionales (Wallonie, Flandre, Bruxelles) jouissant d'une très large autonomie.

L'effort de résistance socialiste porta essentiellement sur l'information. *Résurrection*, ancêtre du *Monde du Travail*, sort dès juin '40, sous les auspices du groupe de René Delbrouck. En juillet '40, *Le Clandestin* (qui fera place à *L'Espoir* en janvier '41) paraît à Bruxelles. *Le Peuple* renaît en octobre '41 tandis que *Morgenrood* (janvier '41), *Bevrijding* (début '41) et *De Werker* (juin '41) couvrent le nord du pays. Cette presse clandestine dont la parution sera assurée pratiquement sans interruption jusqu'à la Libération jouera un rôle primordial dans la lutte contre la propagande nazie et collaborationniste. Disposant d'un réseau de distribution remarquablement organisé, les journaux, qui pour certains numéros tirèrent 25 à 30.000 exemplaires, sont ventilés dans tout le pays. Ils resteront durant toute l'occupation le signe tangible que le mouvement socialiste n'est pas mort et qu'il agit. Dénonçant les agissements de l'occupant - mise en place de l'U.T.M.I, exploitation économique du pays, déportation des travailleurs -, ils informeront la population du déroulement des opérations militaires et lanceront des campagnes, telle la bataille des cuivres, afin de freiner l'effort de guerre ennemi. Restés la seule tribune où les idées socialistes pouvaient s'exprimer, ils seront le lieu de présentation des réformes à entreprendre après-guerre.

Avec l'entrée dans la clandestinité d'un nombre croissant de militants et de réfractaires, la mise sur pied d'une organisation destinée à leur venir en aide devint nécessaire. Le fonds de Solidarité, grâce au produit de collectes, à certaines coopératives et aux bénéfices de la vente des journaux et des brochures, se chargea du soutien des clandestins et de leurs familles. Son appui ne fut pas uniquement pécunier. Il fournit aussi quantité de faux documents : timbres et cartes de ravitaillement, cartes d'identité et certificats de travail. Là ne s'arrêta pas la contribution socialiste à la résistance. À titre individuel beaucoup de militants participèrent au-delà des clivages politiques à d'autres mouvements de résistance comme l'Armée Secrète, les Partisans armés, le Front de l'Indépendance, le réseau Porcupine-Mandrill, le réseau Socrate (aide aux réfractaires au travail obligatoire), etc.

Ainsi, au terme de la guerre, le P.S.B. pouvait présenter un bilan très positif: nombre très limité de collaborateurs dans le mouvement politique, pertes en hommes relativement peu élevées eu égard au grand nombre de militants engagés dans l'action clandestine, parti réorganisé, dans lequel un travail doctrinal avait été réalisé, prêt à faire face aux difficultés qui n'allaient pas manquer de surgir et à occuper la place qui était la sienne avant-guerre.

TRENTE ANS DE P.S.B. (1944-1974)

Au début de l'occupation allemande, le P.O.B. est dissout par son président Henri De Man. Les socialistes qui ne suivent pas De Man réforment le parti et lui donnent le nom de "Parti Socialiste Belge - Belgische Socialistische Partij". Au cours de nombreuses rencontres et discussions clandestines, ils élaborent le programme d'après-guerre de la nouvelle organisation.

Ce nouveau programme, qui paraît en 1945, rejoint plus étroitement les objectifs de la Charte de Quaregnon (1894) et prévoit l'extension de l'Assistance Sociale. C'est surtout Achille Van Acker, trois fois Premier ministre jusqu'en 1946, qui élaborera un système d'assurances sociales (au cours des quatre premiers gouvernements de l'après-guerre): après la seconde guerre mondiale comme après la première, on assiste à une affluence de lois et de mesures sociales, dont beaucoup ont été préparées tant à Londres (par les Belges en exil) qu'à Bruxelles. La loi sur la Sécurité Sociale et l'instauration d'un système d'assurance obligatoire (pension de vieillesse, soutien en cas de maladie et d'invalidité, allocation de chômage, allocation familiale et congés payés) jettent les bases de ce qui s'appellera l' "Etat Social". On tente aussi de relancer l'économie dans l'esprit du pacte social : en 1944, les patrons et les syndicats signent un accord sur une proposition de paix sociale. Enfin, la "bataille du charbon" (1945) ramène la production, qui avait été réduite de moitié pendant la guerre, à son niveau d'avant-guerre: elle devient un symbole de la reconstruction.

Tout cela se passe dans un climat d'instabilité politique dû à la Question Royale. Le comportement de Léopold III durant la guerre et son attitude irréconciliable après celle-ci provoquent une controverse entre le P.S.C., qui défend avec ardeur le retour d'exil du Roi, et la gauche, pour qui Léopold est devenu inacceptable. Une sorte de trêve se maintient jusqu'en 1949. Mais le P.S.C., sorti vainqueur des élections cette année-là, commence à préparer le retour du Roi. Le 12 mars 1950, le gouvernement chrétien-libéral organise le référendum souhaité par Léopold III : 57,5% des électeurs votent en faveur de son retour. Mais à Bruxelles et surtout en Wallonie la majorité s'est prononcée pour l'abdication du Roi. L'unité du pays est donc mise en danger. De nouvelles élections assurent de justesse la majorité absolue au P.S.C., bien que le P.S.B. soit, lui aussi, en net progrès. Lors du retour du Roi en juillet 1950, des manifestations violentes ont lieu dans les centres industriels (quatre manifestants sont tués par la gendarmerie à Grâce-Berleur). La grève est alors générale et une marche sur Bruxelles et le Palais royal est prévue. Pour sauver l'unité du pays et aussi la monarchie, Léopold III abdique en faveur de son fils Baudouin, qui est encore mineur.

Sous les gouvernements P.S.C. homogènes (1950-54), le P.S.B. dénonce la politique militariste des catholiques, qui entraîne de lourdes charges financières, et leur politique en matière d'enseignement. Le P.S.C. tire en effet parti de sa situation pour favoriser le développement de l'enseignement catholique (en lui accordant de plus larges subsides) et renforcer ainsi son emprise sur la population. Un front commun anticlérical se constitue pour contrecarrer ces plans, il organise des manifestations nationales. Le P.S.B. remporte nettement les élections de 1954 et forme un gouvernement avec les libéraux. Ce nouveau cabinet met l'accent sur le programme commun anticlérical. Léo Collard, ministre de l'Instruction, veut réduire radicalement les subsides aux écoles libres; il prend une série de mesures destinées à élargir le réseau scolaire officiel. A Bruxelles, les deux camps (catholiques et laïques) organisent des manifestations. Totalemment dans la ligne de la guerre scolaire, les élections de 1958 font subir un échec aux partis gouvernementaux, qui sont contraints de trouver un terrain d'entente avec le P.S.C.: de longues négociations entre les trois partis nationaux aboutiront au Pacte Scolaire.

À la fin des années 50, les problèmes structurels de l'industrie belge provoquent une régression économique et une hausse du taux de chômage, s'élevant jusqu'à 35% dans le textile et les mines. Des grèves sont déclenchées en Wallonie. Sous la pression de son aile gauche, le P.S.B. reprend en grande partie le programme radical de la F.G.T.B. en matière de réformes de structures. A la fin de 1960, le Parti Socialiste organise une campagne de sensibilisation (l'opération "Vérité") qui contribue à créer l'atmosphère dans laquelle commencera la grande grève. Les dirigeants socialistes n'avaient cependant pu prévoir l'ampleur et l'intensité de la réaction populaire contre les plans du gouvernement Eyskens. Une vague de protestations éclate contre le projet gouvernemental de "loi unique", loi-cadre comprenant un ensemble de mesures qui visent surtout les salariés, dans le but d'assainir les finances publiques. La grève générale de l'hiver 60-61 trouve son assise principale en Wallonie, où le mouvement est conduit par André Renard. Pour lutter contre le recul économique de la Wallonie - qui, contrairement à la Flandre, ne reçoit pas de nouvelles impulsions industrielles - A. Renard revendique des réformes de structures socialistes. Or, celles-ci ne sont réalisables en Wallonie que dans le cadre d'une Belgique fédéralisée, où la région wallonne prendrait son sort en mains. La grande grève prend donc une connotation fédéraliste durant ses dernières semaines.

Les élections anticipées de 1961 apportent un gain de voix à la gauche. Après de difficiles négociations, on forme un gouvernement "travailliste". C'est la première d'une série de coalitions P.S.C.-P.S.B. qui se maintiennent jusqu'en 1970, avec une interruption de 1966 à 1968. Ces gouvernements sont confrontés à des problèmes tels que les fermetures de charbonnages, l'assurance maladie, l'assainissement des finances publiques et surtout le dossier communautaire. Au niveau électoral, le P.S.B. voit stagner ses pourcentages, après une nette baisse en 1965. Le Parti reste dirigé jusqu'au début des années '70 par ceux qui étaient à sa tête pendant et après la guerre. L'apparition d'une série de jeunes impose un renouvellement, notamment au niveau idéologique. En 1969, le Président Léo Collard tente de donner une nouvelle force d'attraction au Parti en plaidant pour la formation d'un large front progressiste. Cet appel est repris lors du Congrès doctrinal de 1974, en même temps qu'une série d'options fondamentales de la gauche: socialisation des moyens de production, de l'énergie, des transports et des banques, autogestion des entreprises par les ouvriers, réformes structurelles et planification économique.

PERMANENCE ET RENOUVEAU

Le socialisme, doctrine revendiquée, sous diverses formes, par de nombreux partis et mouvements de par le monde, connaît à l'instar de toutes les grandes théories politiques une évolution dans le sens d'une adéquation aux réalités de notre époque. Élément constitutif de la société du XX^e siècle, il en subit les influences tout en lui imprimant les marques de son action. Le socialisme belge n'échappe pas à cette dynamique, reflet d'une vitalité intrinsèque. Matérialisé sous forme d'un Parti national à partir d'avril 1885, il se définit par rapport à la situation existante à l'époque, c'est-à-dire le capitalisme triomphant du XIX^e siècle. Les mutations, parfois profondes et rapides, que va connaître la société - mutations dont les origines doivent être recherchées dans une série de phénomènes parmi lesquels l'action de la classe ouvrière elle-même - rejaillissent inévitablement sur la doctrine, le programme, les revendications et les réalisations du Parti.

L'attachement, sans cesse réaffirmé, à la Charte de Quaregnon - quintessence doctrinale qui, en dépit de sa brièveté, s'est imposée comme un facteur de permanence - n'empêche pas la prise en compte régulière des

nouvelles réalités politiques, économiques ou sociales. Les réactualisations successives qui s'ensuivent font l'objet de prises de position ponctuelles mais aussi de congrès tels ceux de la Victoire en 1945 et de *Socialisme d'aujourd'hui* en 1974 pour le P.S.B., de *Rénover et Agir* en 1982 pour le P.S. Moments charnières dans la vie du mouvement, ils sont point de convergence et de départ. Ils permettent la synthèse d'une réflexion profonde, en gestation parfois depuis plusieurs années, et déterminent les axes prioritaires en fonction des contingences qui se manifestent.

La multiplicité et la complexité des problèmes auxquels notre monde contemporain se trouve confronté depuis la seconde guerre mondiale, interpellent dirigeants et militants qui se doivent d'occuper tous les terrains de lutte en élaborant des propositions et des solutions spécifiques. Ce pragmatisme, contesté par d'aucuns, est d'autant plus nécessaire que le capitalisme, loin d'être vaincu, a su réviser ses méthodes. Tant en matière économique et sociale que dans les domaines de politique internationale, de construction européenne ou de défense de l'environnement, l'alternative socialiste existe, positive, concrète et réaliste. Les combats menés pour son application sont quotidiens.